

que nous devons nous abstenir de prendre des dispositions en vue d'un plan modéré de défense. Bien que je ne puisse suivre le Gouvernement dans sa politique économique, je ne puis voter pour l'amendement.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

Mlle AGNES C. MACPHAIL (Grey-Bruce) : Monsieur l'Orateur, j'ai vivement regretté de ne pouvoir assister aux séances de la Chambre cette semaine; c'est un fâcheux contre-temps mais il était indépendant de ma volonté. J'aurais aimé entendre les discours qui ont été prononcés sur cette question de l'augmentation des armements. Je n'ai même pas vu les lire dans le *hansard* mais j'ai vu les comptes rendus qu'en ont donnés les quotidiens. Ces rapports n'étaient probablement pas complets mais c'était mieux que rien. J'aurais surtout aimé entendre le discours du ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie). J'aurais voulu voir de quelle façon il s'y prenait pour faire paraître plausible cette augmentation dans les crédits et j'aurais aimé l'entendre réciter des vers. Je puis les lire naturellement, mais les vers ont bien plus de charme quand on entend quelqu'un les réciter. J'aurais voulu savoir de lui depuis quand le Canada se trouve dans une situation aussi dangereuse. Quand en est-il venu à cette conclusion et comment a-t-il pu trouver que ce pays et ce Gouvernement qui n'avaient pas d'argent pour bien des choses indispensables, avaient tout à coup à leur disposition treize millions et demi de dollars qu'ils ne trouveraient rien de mieux que de placer dans une augmentation des crédits militaires? Je vais probablement être obligée de lire ses discours pour savoir comment il a pu en venir à cette conclusion.

Je tenais absolument aussi à savoir quels étaient les ennemis contre lesquels nous nous armions. Il y a seize mois environ que nous avons eu des élections générales et je lisais fidèlement les journaux mais je ne me rappelle pas y avoir vu de déclaration du ministre de la Défense nationale à ce moment-là, ni même du premier ministre (M. Mackenzie King), à l'effet qu'un grand danger menaçait le Canada, que des bombes allaient être jetées sur les éleveurs de l'Ouest canadien. Il y a dix-huit ou vingt mois, les cultivateurs de l'Ouest auraient souhaité que cela se produisit, c'eût été une façon de se débarrasser du blé. Il y en a qui conseillent d'en jeter sur la Bourse des grains, mais le défaut des bombes est qu'elles tombent souvent au mauvais endroit. Quelqu'un avait peur qu'il en tombe une sur la Chambre des communes. Je suis sûr que la

[M. Hansell.]

population qui a suivi ce débat n'y aurait pas vu une telle calamité, surtout cette semaine alors que j'étais malade au lit. Le premier ministre a prononcé un éloquent discours cet après-midi, il ne m'a pas plu, mais il fut éloquent quand-même. S'il avait durant la dernière campagne électorale prononcé d'aussi éloquents discours sur ce sujet d'un bout à l'autre du pays, sur ces côtes qui ont aujourd'hui tant besoin de protection, je me demande si nous aurions entendu dans cette Chambre autant de discours monotones de la part des libéraux. J'en doute fort. Je regrette donc qu'il ne l'ait pas fait. Son discours d'aujourd'hui était bien différent de ceux qu'il a prononcés durant la campagne électorale sur le même sujet ou sur des sujets analogues. Je ne sais pas au juste combien de croiseurs nous allons avoir. Le Canada va être doté de quatre navires chargés de nettoyer nos côtes des mines qui pourraient y être posées; si ces navires pouvaient nettoyer les cerveaux je considère qu'il serait bon d'en avoir au moins une demi-douzaine.

L'on dit que cette augmentation dans les dépenses va servir uniquement à la défense du Canada. Je crains fort que si nous augmentons nos crédits militaires, si nous augmentons nos effectifs de combat, ils ne serviront pas à la défense du Canada mais ils nous exposeront davantage à être entraînés à la remorque de la Grande-Bretagne dans une guerre européenne ou mondiale. Il y a de bonnes raisons pour le croire. J'admire l'habileté avec laquelle le premier ministre s'est tiré du discours de sir Samuel Hoare, mais il admettra lui-même, je crois, que ce discours l'a fort embarrassé et qu'il a dû se creuser la tête pour l'expliquer. Un bon nombre d'impérialistes ont envahi le Canada, l'année dernière; la plupart venaient de la Grande-Bretagne, mais quelques-uns étaient des Canadiens; ils ont prononcé dans tout le pays des discours qui m'inclinent à croire qu'il existe un danger très réel de voir le Canada engagé dans une guerre européenne par suite de cette augmentation du chiffre des crédits militaires. De plus, j'ai remarqué l'anxiété du premier ministre qui ne veut pas arriver les mains vides pour participer à une conférence impériale. Eh bien! Il ne paraît pas devoir y arriver les mains vides. Et le premier ministre n'est pas le seul homme public qui assistera aux cérémonies du couronnement et voilà que rappelle à mon esprit la seconde chose qui m'obsède. Nous allons envoyer au couronnement et à la conférence impériale,—il est assez difficile de faire la distinction entre ces deux événements,—334 officiers et constables de la Royale gendarmerie à cheval.

L'hon. M. DUNNING: Oh! non; du tout.